

Résumé des journées LIT Expert 2023

Les 17 et 18 octobre 2023, le LIT OUESTEREL organisait à Rennes la 3ème édition des Journées LIT Expert. 170 participants s'y sont retrouvés pour échanger et réfléchir à « construire collectivement les meilleures conditions d'une transition vers l'amélioration du bien-être animal et des conditions de travail en élevage ».

A travers un programme riche d'une vingtaine d'interventions réparties en trois sessions, les participants ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur le sujet, tout en découvrant l'avancement des travaux du LIT OUESTEREL et de ses membres.

Les différentes interventions montrent que la prise en compte du bien-être animal progresse dans les filières et qu'il est possible, sur certains produits, de trouver une valorisation auprès du consommateur. Elles témoignent également du désir des éleveurs d'avancer sur le sujet et de l'intérêt de la co-construction, que ce soit au sein du monde professionnel ou avec les citoyens. Mais le chemin est encore long : les politiques publiques avancent trop doucement et les surcoûts générés par ces nouveaux modes de production sont rarement couverts dans leur totalité.

Introduction : panorama des opérations du programme LIT OUESTEREL Romain Piovan (directeur du LIT OUESTEREL)

Dans sa présentation, Romain Piovan, présente les projets menés ou accompagnés par l'association - plus de 40. Il explique comment s'articulent ces initiatives qui participent toutes d'une façon ou d'une autre à la réconciliation de l'élevage et de la société. Plus largement, il décrit la logique d'intervention de la structure, qui donne une grande place à la co-construction.

Session 1 : Contextes sociétal, économique et réglementaire des transformations de l'élevage vers une amélioration du bien-être animal et des conditions de travail

Cette première session pose le contexte à la fois économique, réglementaire et sociétal dans lequel s'inscrit la prise en compte du bien-être animal. Elle explicite également les contraintes que son amélioration génère dans le quotidien des exploitations et des filières.

Les productions animales françaises et européennes face à la concurrence internationale Vincent Chatellier (ingénieur de recherche, INRAE)

Spécialiste de l'économie des filières agricoles, Vincent Chatellier met en lumière la dégradation de la position de la France sur les marchés internationaux du lait et de la viande. Alors que l'Europe demeure le premier exportateur mondial de produits laitiers, avec un solde commercial très positif et peu de concurrents, l'Hexagone, deuxième producteur des Vingt-sept, voit sa balance commerciale se dégrader de façon continue. Même en 2022, les bons prix mondiaux n'ont pas eu d'effet stimulant, la production poursuivant sa baisse, de même que le cheptel. Depuis trois ans, les exportations de la France vers l'Europe fondent, et ce sont les ventes de lait infantile vers la Chine qui soutiennent les performances hexagonales.

La situation n'est pas meilleure en viandes - un marché où la consommation mondiale croît toujours, portée par l'augmentation démographique. Au niveau européen, production et consommation de bovins baissent, ce qui n'empêche pas les Vingt-sept de rester légèrement excédentaires. Même chose en porc, un marché où le solde des échanges est nettement plus positif car l'Europe n'importe pas. Mais la France, premier producteur européen de viande bovine, est déficitaire. En porc, sa balance commerciale, excédentaire en volumes, est déficitaire en valeurs : elle exporte des produits moins chers (abats vers la Chine, notamment) que ce qu'elle importe. En volaille, la dynamique

européenne est meilleure, consommation et production augmentant légèrement avec une balance commerciale positive. En France une fois encore, la production baisse, avec un solde commercial largement négatif. Pour Vincent Chatellier, plusieurs défis sont à relever. Parmi eux : encourager les investissements structurants dans les élevages, aider au renouvellement des générations, concilier productions animales et performances environnementales, adapter les systèmes productifs aux attentes des consommateurs ou prioriser les productions nationales.

Protection des animaux d'élevage : état des lieux de la réglementation et perspectives d'évolution

Nikita Bachelard (chargée d'affaires et de relations publiques, La Fondation Droit Animal)

Nikita Bachelard rappelle le cadre législatif en vigueur concernant le bien-être animal. En dehors de quelques mesures nationales (fin de la castration à vif des porcelets en France en 2022, par exemple), les normes relatives au bien-être animal sont principalement élaborées au niveau européen. Le fondement en est la directive « Elevage » 98/58. Etablie en 1998, ce texte écrit dans une langue très vague couvre tous les animaux élevés à des fins commerciales. Plusieurs directives spécifiques l'ont complété, relatives aux poules pondeuses (1999), aux poulets (2007), aux veaux (2008) et aux porcs (2008). Deux règlements - d'application directe, ces textes ne nécessitent pas de transposition en droit national - s'y ajoutent, l'un, de 2005 sur le transport, et l'autre, de 2009 sur l'abattage. A l'automne 2022, la Commission européenne a publié un « bilan de qualité » de cet ensemble réglementaire, qu'elle juge « utile » (les bénéfices sont selon elle supérieurs aux coûts) mais désormais inadapté (imprécisions, lacunes, obsolescence sur le plan scientifique). Pour réviser sa réglementation comme annoncé dans la stratégie De la ferme à la table, la Commission a donc demandé à l'agence européenne de sécurité sanitaire (EFSA) une série d'avis dont certains restent à venir (abattage de certaines espèces, abattage à la ferme, ovins, dindes, poissons...). Elle a également produit une étude d'impact présentant des mesures ambitieuses, mais qu'elle a dû réviser suite à l'avis négatif du comité d'examen de la réglementation. A ce jour, revoir la réglementation sur le bien-être animal ne figure plus dans ses priorités. Seule une proposition de texte sur le transport des animaux doit être présentée en décembre.

Bien-être animal : représentations, pratiques et aspirations des consommateurs

Justine Robin (Chargée de mission consommation, LIT OUESTEREL)

Au sein du LIT OUESTEREL, Justine Robin a travaillé sur la compréhension des comportements de consommation. Dans ce cadre, elle a mené une étude qualitative visant à caractériser un segment cible de marché « Bien-être animal » selon la méthode de l'ethnographie : elle a conduit des entretiens individuels auprès de 15 consommateurs de la région nantaise, sensibles aux questions de bien-être animal et sans contrainte budgétaire forte. L'objectif était de comprendre leur représentation du bien-être animal et la façon dont elle se traduit dans les pratiques d'achat. Pour ce faire, cinq d'entre eux ont été suivis pendant leurs courses. Ce travail a permis d'identifier quatre « personae » : l'« émotif », sensible à la souffrance animale, le « personnel », pour qui la position sur le bien-être animal sert d'autres batailles idéologiques, l'« engagé », qui a une vision holistique du sujet et le « traditionnel » qui, notamment, lie le bien-être animal à celui de l'éleveur. Pour les uns comme pour les autres, le bien-être animal n'est jamais décrit de manière objective, mais en réaction à de mauvaises pratiques. Il apparaît comme un support aux critiques sociétales. Cette absence de référentiel culturel fort pèse sur les achats en magasin, les consommateurs ayant du mal à apprécier le niveau de bien-être animal d'un produit. Ils en appellent à leurs sens, font des analogies entre animal et végétal et s'estiment mal informés. C'est au final le label Rouge qui est le plus souvent associé au bien-être animal, devant le label AB et « viandes de France ». L'intérêt pour l'étiquetage AEBEA apparaît quant à lui plus fort chez l'« émotif » et l'« engagé ». Toutefois, sur les 15 consommateurs enquêtés, dix ne connaissaient pas la mention. Deux seulement s'en servent pour acheter, mais ils regardant uniquement le logo, pas la lettre qui indique le niveau de bien-être.

Le bien-être animal : une des variables de l'équation à résoudre dans la filière porcine **Valérie Courboulay, ingénieure d'étude – IFIP & Patrick Chevillon, chef de projet – IFIP**

Tous deux de l'IFIP (institut français du porc), Valérie Courboulay et Patrick Chevillon montrent la nécessité de bien mesurer les effets connexes liés à la meilleure prise en compte du bien-être animal dans les élevages porcins. Cette notion est aujourd'hui le principal moteur de l'évolution des bâtiments car l'essentiel des changements de pratiques demandés (suppression de la contention, amélioration de l'espace de vie, accès à l'extérieur) y sont liés. Mais ce n'est que l'un des maillons du bon fonctionnement d'un élevage. Ainsi, si l'agrandissement des cases « maternité » améliore le confort des truies, il provoque également des effets non désirés (hausse de la mortalité chez les porcelets, surcroît de travail pour l'éleveur, hausse potentielle des émissions de gaz à effet de serre ou des pollutions liées à la maîtrise des déjections animales...). Aux côtés du bien-être animal, les enjeux économiques liés à la rénovation ou à l'investissement dans de nouveaux bâtiments sont également à peser. De même, l'amélioration des conditions de transport des porcs, qui implique une limitation des déplacements en cas de fortes chaleurs, une réduction des durées de transport et une augmentation de la surface par animal, apparaît complexe à mettre en pratique. Des obstacles s'opposent à ce progrès souhaité par l'EFSA : le manque de camions disponibles, la distance entre abattoirs et zones de production, ou les risques de blessures accrus en cas de baisse de densité des animaux dans les camions. Autre cas complexe : la suppression lors de l'abattage de l'aiguillon électrique ou de l'anesthésie au CO₂, qui est susceptible d'engendrer des coûts supplémentaires et des difficultés de recrutement.

Vers un outil pour accompagner les filières dans l'évaluation (ou analyse) multicritères de leviers favorables au BEA

Auriane Foreau (chargée de mission bien-être animal, ITAVI), Béatrice Mounaix (responsable de projets, Idèle) et Yvonnick Rousselière (ingénieur bâtiment et équipement, IFIP)

L'IDELE, l'ITAVI et l'IFIP ont travaillé conjointement à la construction d'un outil d'évaluation multicritère permettant d'aider les éleveurs à arbitrer entre les différents leviers d'amélioration du bien-être animal, l'équation étant difficile à résoudre, comme le montrent par exemple les experts de l'IFIP en ce qui concerne le porc (voir ci-dessus). L'objectif : montrer dans quelle mesure des ensembles de pratiques ou des dispositifs permettent de faire mieux en matière de bien-être animal sans dégrader l'économie de l'élevage et de la filière, ni son impact sur l'environnement ou les conditions de travail de l'éleveur. Après avoir identifié les leviers possibles, la méthode consiste à mesurer leurs effets sur quatre piliers : le bien-être animal, l'économie (élevage et filière), l'environnement et l'éleveur lui-même, cela à l'aide de données objectives. Celles-ci peuvent se trouver dans la littérature (par exemple, le pourcentage de poules en train de picorer traduisant un élevage en bonne santé) ou bien résulter de travaux ad hoc (par exemple, des entretiens auprès des éleveurs autour de la pénibilité du travail). Sur ces bases communes, chacune des filières élabore son propre outil, que les représentants des trois instituts ont présenté durant leur exposé : Multibov pour les bovins, Multipoul en volailles, et Multiporc en porcs. Ils doivent être livrés en juin 2024.

Session 2 : Changements majeurs de pratiques en termes de bien-être animal à l'échelle des filières : études de cas et mise en perspective

Si faire mieux en matière de bien-être animal s'avère complexe comme l'a montré la session 1, des initiatives voient le jour sur le terrain, qu'il s'agisse par exemple d'améliorer les bâtiments d'élevage ou la prise en compte de la douleur. C'est ce que montre cette deuxième session, qui met l'accent sur l'importance de l'innovation. Bien qu'imparfaites, ces initiatives mettent en avant des freins et leviers au changement, et dessinent sans aucun doute un chemin vers plus de considération pour le bien-être animal.

Les transitions d'une agriculture confrontée à de nombreux défis: les déterminants de la réussite

Christian Huyghe (directeur scientifique Agriculture, INRAE)

Dans son intervention, Christian Huyghe replace la question du bien-être animal dans le cadre plus large des défis posés par le changement climatique. Il évoque les leviers à même de rendre possible les changements et les chemins susceptibles d'amener aux transitions.

De la réflexion de groupe à l'immersion dans des bâtiments co-construits, innovants en santé et bien-être animal

Morgane Leroux (responsable des opérations de co-construction, LIT OUESTEREL)

Selon un sondage Ifop de 2019, les attentes sociétales les plus fortes en matière de bien-être animal concernent le porc, l'un des leviers étant l'amélioration des conditions de logement des animaux. Morgane Leroux raconte la démarche de conception participative conduite par le LIT OUESTEREL sur les bâtiments d'élevage porcin. Dans une première phase, l'organisation a lancé un sondage auprès de 1000 Français afin de préciser leurs attentes sur le sujet. La deuxième étape a consisté à générer des idées. Une quinzaine ont été recueillies auprès du grand public à l'aide d'un jeu concours, 180 émergeant d'un atelier d'idéation réalisé avec 32 représentants des filières bretonnes. Dans une troisième étape, ces idées ont été travaillées en sous-groupes en y intégrant une approche marché, puis illustrées. Quatre concepts d'élevage imaginés dans leur entièreté sont nés de ce travail, dont l'un constitue une innovation de rupture en matière de santé et de bien-être animal. A ce stade, ils sont présentés au grand public et aux professionnels à l'aide d'un cube immersif qui permet des visites virtuelles. Ces quatre élevages ont fait par ailleurs l'objet d'évaluation à dire d'experts. Ceux-ci les ont comparés à un élevage standard sur divers plans : bien-être animal, acceptabilité sociale, santé animale, environnement, travail, performances techniques et zootechniques. Une analyse qui a mis en lumière le manque de références en matière d'innovation.

De la cage à l'enclos : la démarche du groupement lapin de Terrena pour le bien-être animal - enjeux, méthodologie et perspectives

Thomas Humeau (responsable du groupement lapin de Terrena)

Dans le cadre de sa réflexion sur l'amélioration du bien-être animal, le groupement de producteurs de lapins de Terrena a engagé en 2012 des travaux sur un système d'élevage alternatif à la cage, le « Ter'lib ». Comme l'explique Thomas Humeau, le processus a commencé par l'élaboration avec les éleveurs de plusieurs prototypes de terriers en hauteur. Après un premier essai d'industrialisation en 2014, le Ter'lib, qui permet au lapin de bondir et de se cacher, a été déployé en 2015. Breveté, il a reçu un prix de la part du CIWF. Le travail s'est poursuivi avec la création d'enclos beaucoup plus grands (Alteca) pouvant accueillir 300 lapins, primés eux aussi par le CIWF, en 2019. Aujourd'hui, les lapins produits dans ces dispositifs sont vendus sous deux marques « premium » (Nouvelle agriculture, Lapin&Bien). Les prix supérieurs aux produits standards permettent de couvrir le surcoût de 15 % généré par ces logements.

Freins et leviers au déploiement de solutions dans les élevages pour ne plus castrer les porcelets à vif

Yannick Ramonet (ingénieur d'étude, Chambre d'Agriculture de Bretagne)

Dans son intervention, Yannick Ramonet rappelle l'histoire de la castration à vif des porcelets et examine en tant que témoin les alternatives dont les éleveurs disposent pour faire face à son interdiction, effective depuis le 1er janvier 2022. Qu'il s'agisse de la castration avec analgésie et anesthésie, de l'immunocastration ou du mâle entier, aucune n'est sans inconvénient. Concernant la première, il rappelle que la prise en compte de la douleur causée par la castration à vif est encore largement sous-estimée par une majorité d'éleveurs (enquête en ligne auprès d'éleveurs belges effectuée en 2020). Par ailleurs, la pratique demeure compliquée, exigeant temps de travail et

formation supplémentaires. Au-delà du surcoût engendré, elle amoindrit les performances des porcs par rapport aux mâles entiers. L'immunocastration est pour sa part encore mal acceptée dans les abattoirs et les filières (bio, notamment). Au rang des freins dans les élevages : le risque d'auto-injection, l'image véhiculée dans les médias, le temps et le coût de l'opération. Quant au mâle entier, s'il se développe et représente autour de 40 % du marché, les filières demeurent réticentes, craignant entre autres une saturation du marché. Les difficultés techniques liées à la qualité des carcasses et au comportement des porcs sont également des freins. Pour Yannick Ramonet, il importe de rassurer les éleveurs, de les aider à choisir l'alternative la plus adaptée et de considérer davantage le caractère social de cette problématique.

Le développement de "l'alternatif" en poudeuses: freins et leviers Pascal Cadot (chargé de développement filière ponte, Eureden)

Pascal Cadot passe en revue les freins et les leviers au développement des élevages de poules poudeuses en alternatif (sol, plein air, bio). Rapide pour les oeufs coquilles vendus en GMS (près de 80 % des poules ne sont plus élevées en cage), la transition est plus laborieuse en ovoproduits (encore 46 % de cages aménagées), le marché de la RHD faisant figure de lanterne rouge (75,9 % de cages aménagées). Pour le professionnel, les freins au changement résident en particulier dans la faible capacité financière des exploitations, trop peu soutenues par les banques, mais aussi dans la difficulté de trouver un terrain proche des bâtiments d'élevage, la réduction des effectifs, les conséquences de la grippe aviaire et l'âge des éleveurs. Face à ces freins, l'effet d'entraînement lié à l'impératif de la transition fait partie des leviers. Le consentement - effectif - des consommateurs à payer plus cher les oeufs alternatifs en est un autre, de même que la meilleure maîtrise par les éleveurs des nouvelles techniques de production.

Succès et échecs de transformations à l'échelle de la filière porc en Europe : exemple de l'Allemagne Christine Roguet (cheffe de projet, IFIP)

Christine Roguet raconte comment le durcissement de la réglementation sur le bien-être des porcs en Allemagne, trop peu accompagné sur le plan financier, conduit les éleveurs à abandonner la production. Poussé par l'opinion publique, le ministère fédéral de l'agriculture a produit une première charte en 2012 puis une autre en 2014, fondée sur le principe du « volontariat obligatoire ». En 2015, il a publié des préconisations pour un élevage « socialement accepté », suivies en 2020 des recommandations de la commission Borchert pour « transformer l'élevage d'ici 2040 ». En parallèle, les normes privées se sont développées, ainsi qu'un étiquetage officiel. Facultatif en 2019, celui-ci est devenu obligatoire pour la production allemande de viande fraîche (à l'exception de la restauration hors foyer) tout en demeurant volontaire pour les importations. La législation relative aux pratiques s'est quant à elle durcie, comme le montre la suppression de la castration sans anesthésie depuis le 1er janvier 2021, l'interdiction progressive des cages pour les truies et l'obligation de justifier le recours à la caudectomie. Dans son rapport, la commission Borchert proposait trois voies de financement de la transformation (l'éleveur par la hausse de ses performances, le consommateur via la TVA ou une taxe sur les accises, le contribuable via un impôt sur la solidarité). Mais le gouvernement n'a pas pris de telles mesures, se contentant de mettre en place une aide à la transformation des bâtiments jugée insuffisante. Il en résulte une forte décapitalisation, avec une baisse des effectifs de truies de 36 % entre 2022 et 2020.

La lumière naturelle en élevages de poulets : de nombreux bénéfices pour les éleveurs et les animaux sous réserve d'une bonne maîtrise technique Laura Warin (cheffe de projets bien-être animal, ITAVI) et Audrey Besançon (éleveuse de poulets de chair)

Accompagnée par Laura Warin, Audrey Besançon a totalement repensé ses bâtiments : à l'origine fermés, ils laissent désormais passer la lumière naturelle. Un investissement d'envergure réalisé en

deux étapes, qui a nécessité de revoir entièrement la ventilation des bâtiments. Pas obligatoire sur le plan réglementaire, cette transformation a permis d'améliorer le comportement des animaux et de rendre le travail plus agréable. Comme l'explique Laura Warin, les poulets préfèrent la lumière naturelle : les évaluations montrent notamment qu'ils sont plus actifs et que la litière est de meilleure qualité. En contrepartie, les animaux sont un peu plus agressifs, mais plusieurs mesures permettent de limiter cette tendance, telles que le démarrage à la lumière naturelle ou le recours à des fenêtres occultantes. Les résultats sont encore meilleurs avec des enrichissements.

Impact de l'élevage en groupe sur le démarrage des veaux de boucherie
Didier Bastien (responsable de projets, Idèle) et Marie Delannoy (responsable du pôle intégration, Denkavit)

Limité à huit semaines aujourd'hui, l'usage de cases individuelles dans la phase de démarrage des veaux de boucherie est remis en cause par l'EFSA (agence européenne de sécurité sanitaire). Faute de références suffisantes sur le sujet, l'IDELE et Agesem ont décidé de mettre en place un essai à la station du Rheu afin de comparer quatre conduites : le box individuel pendant 28 ou 14 jours, le pair housing pendant 28 jours et la conduite en lot de cinq veaux dès le démarrage (projet Boxaveau). Les animaux étaient ensuite tous engraisés en parcs de cinq veaux. Les conclusions de cet essai montrent que l'élevage en groupe dès le démarrage produit plusieurs effets négatifs, dont le développement de la succion de prépuce. Ce comportement, qui se poursuit dans la suite de l'engraissement, peut conduire à une perte de poids sévère. De l'avis des deux professionnels, il est possible de réduire à deux semaines le passage dans la baby box (contre 4 à 5 actuellement). Mais il demeure indispensable car il donne le temps au veau de se familiariser avec les cornadis et limite les contaminations sanitaires.

Accompagner les transitions - quelques principes appliqués aux cas présentés
Anne-Charlotte Dockès (directrice Approches sociales et Transfert, Idèle)

Pour Anne-Charlotte Dockès, deux chemins peuvent mener vers un élevage agroécologique, chacun reposant sur une vision différente du changement. Le chemin « radical » emmène vers une vision « alternative » et passe par des innovations de rupture tandis que le chemin incrémental conduit à une vision « éco-intensive » et fait appel à des transformations progressives. Chacun de ces chemins questionnent : le premier est-il accessible à tous ? Le second n'est-il pas un moyen de ne pas changer ? La professionnelle rappelle que le changement doit partir d'une envie, d'un besoin. C'est un processus qui prend du temps et demande de réunir les conditions propices. Quatre facteurs facilitent le changement : l'acquisition de connaissances, les groupes sociaux, les attitudes et façons de penser ainsi que les aspects matériels et pratiques. Plus largement, il faut comprendre les cadres de pensée, les contraintes des acteurs, donc s'intéresser à leurs aspirations, leurs choix, leurs relations. Entrer dans un processus de changement implique de mobiliser en synergie les filières, les éleveurs et les accompagnateurs, cela en donnant un rythme.

Session 3 : Visions et leviers des politiques publiques et des entreprises pour l'amélioration du bien-être animal et des conditions de travail

Au-delà des outils disponibles, l'amélioration du bien-être animal est un sujet qui a besoin d'être porté par les dirigeants des sphères publiques et privées, ainsi qu'en témoigne cette troisième session. Des politiques publiques bien pensées peuvent soutenir efficacement les filières dans leurs efforts. De même, les entreprises, lorsqu'elles y trouvent un intérêt économique ou d'image, constituent un levier puissant pour inciter au changement tout au long de la chaîne de production.

Visions et leviers des politiques publiques

Pourquoi et comment les politiques publiques devraient soutenir l'amélioration des conditions d'élevage

Hervé Guyomard (directeur de recherche, INRAE et président du LIT OUESTEREL)

Selon Hervé Guyomard, le caractère de bien public du bien-être animal légitime l'intervention des pouvoirs publics, tant pour développer que pour améliorer sa prise en compte. Deux grands types d'intervention sont dès lors possibles : la pénalisation des éleveurs si les pouvoirs publics estiment qu'ils ne font pas « suffisamment d'efforts » (principe du pollueur-payeur) ou l'encouragement des bonnes pratiques par la subvention. La pénalisation peut être obtenue par une révision de la législation ou via le premier pilier de la PAC (conditionnalité). Financée par le contribuable, l'incitation au changement est possible au sein de la PAC, dans le second pilier ou dans les éco-régimes. Seuls 11 Etats, toutefois, ont choisi cette dernière option. La France n'en fait pas partie, et elle ne pousse pas non plus de mesure spécifique dans le second pilier. Pour Hervé Guyomard, le renforcement de la législation, de même que le niveau des incitations, sont trop faibles au niveau européen pour être efficaces. Il recommande d'aller plus loin dans l'utilisation des instruments existants, par exemple en renforçant le principe « pollueur-payeur » - donc les exigences et les contraintes - et en créant des paiements pour services environnementaux (PSE) destinés aux éleveurs. Il apparaît également nécessaire de reconnaître « qu'il n'y aura pas que des gagnants » dans cette transition agroécologique inéluctable, ce qui implique des analyses d'impact et la pose de jalons pour définir une trajectoire à long terme.

Des actions publiques locales pour organiser les filières agricoles en Kreiz Breizh

Sandra Le Nouvel (présidente de la Communauté de communes du Kreiz Breizh)

Sandra Le Nouvel travaille à développer les circuits courts, et par là l'activité économique de son territoire, qu'elle estime « le plus rural de Bretagne ». C'est un enjeu historique pour la communauté de communes du Kreiz Breizh, qui a repris voici 15 ans l'abattoir de Rostrenen en délégation de service public. Il est actuellement géré par une SCIC composée d'éleveurs, de consommateurs, de bouchers et de professionnels de la viande. L'élue souhaite aujourd'hui développer un « Rungis du Kreiz-Breizh » : une mini-plateforme permettrait d'assurer la mise en relation des producteurs et des vendeurs ainsi que le stockage et la distribution des produits afin d'approvisionner localement les cantines des 27 écoles du territoire.

Renforcer le lien entre élevage et société à l'échelle des territoires : l'exemple de l'ouverture des fermes au public

Lise Pinaqui (chargée de mission innovation, LIT OUESTEREL)

Afin de permettre aux éleveurs de faire visiter leurs fermes sans crainte, le LIT OUESTEREL a élaboré une méthode de création de visites co-construite avec des éleveurs et des citoyens, qu'explique Lise Pinaqui. Après une phase de diagnostic auprès de ces deux groupes, une série d'ateliers de co-construction a été organisée avec des éleveurs. Elle a abouti à la réalisation d'un guide de création de visites sereines. Testé avec succès par trois éleveurs volontaires, il permet d'organiser des visites de fermes de façon informelle mais « sécurisée ». La limite demeure la bonne appropriation de ce guide par les éleveurs, un accompagnement pouvant être nécessaire pour la première visite.

Stratégie des entreprises

Allier le bien-être des animaux à celui des éleveurs

Sophie Thouénon (directrice filières biologiques, RSE & nutrition protéinée, Sanders)

La société Sanders souhaite évaluer à partir de 2024 la performance « bien-être » des élevages avec lesquels elle travaille, ce qui comprend le bien-être animal et celui de l'éleveur. Comme l'explique Sophie Thouénon, ce double enjeu est à concilier avec les contraintes environnementales et économiques. Pour l'entreprise, développer le bien-être implique donc de rémunérer les pratiques d'élevage vertueuses et demande un investissement quotidien dans le soutien des éleveurs, notamment sur le plan technique afin de les faire monter en compétences. Cela passe par exemple par l'utilisation de la data, qu'il s'agisse de mieux gérer l'hygrométrie d'un bâtiment ou de détecter une maladie. Pour accompagner financièrement les éleveurs, l'entreprise a mis en place deux plans de soutiens successifs en 2022 et 2023, pour un montant total de 12 millions d'euros.

Le BEA en action chez Innoval

Yannick Saillard (vétérinaire conseil, Innoval)

La coopérative Innoval a construit depuis 2012 un programme de formation au bien-être animal pour ses conseillers d'élevage, qu'elle fait évoluer régulièrement. Yannick Saillard explique comment le sujet est intégré dans les différents métiers de l'entreprise que sont la génétique (travail sur le gène « sans corne » pour limiter l'écornage...), la reproduction (formation à la contention pour prendre en compte le bien-être animal...), la maîtrise sanitaire, la gestion de troupeau (travail à l'identification de la douleur, de l'inconfort...), le conseil en élevage et la formation des éleveurs.

Le bien-être animal, un enjeu stratégique pour les éleveurs

Gabriel Manac'h (responsable expertises et projets, Porc Armor Evolution)

Gabriel Manac'h détaille la façon dont le bien-être animal est pris en compte au sein de la coopérative Porc Armor Evolution, qui a mis en place une commission dédiée au sein du conseil d'administration. Celle-ci se réunit deux fois par an et coordonne les différents sujets liés à l'accompagnement de l'éleveur. Ils vont de la technique à la qualité en passant par la formation, les bâtiments, la santé ou l'économie. En parallèle, la coopérative, qui n'a pas de service R&D, participe à des projets collectifs lui permettant d'expérimenter sur différents sujets : arrêt de la contention, caudophagie, approche multicritère. Elle travaille également sur le financement du bien-être animal, via la recherche de plus-values ou de prix garantis auprès des abatteurs, afin d'amortir le coût des investissements. Pour soutenir les éleveurs, elle développe également la prise de parts dans les élevages, des aides directes et le soutien au prêt.

Principaux enseignements des 3èmes Journées LIT Expert

Jean-Louis Peyraud (Directeur de recherche, INRAE)

Dans son résumé des interventions qui ont eu lieu pendant les journées LIT Expert, Jean-Louis Peyraud revient sur les difficultés que pose la prise en charge de l'amélioration du bien-être animal et les contradictions du citoyen-consommateur. Il insiste sur l'intérêt de développer davantage les outils d'évaluation qui permettront de mieux mesurer les effets des changements de pratiques et faciliteront la recherche de compromis. Il note également l'utilité de travailler la méthodologie de la conception et souligne par ailleurs la nécessité de ne pas opposer innovation de rupture et innovation incrémentale.